

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

FIDAFRICA

Transformation des entreprises publiques

Due diligence juridique et
financière

Sommaire

- Due diligence: concept
- Périmètre d'une due diligence
- Contenu d'une due diligence juridique
- Contenu d'une due diligence financière
- La direction générale et la DD

Due diligence: concept

- Examen détaillé et approfondi de l'entreprise
- Vise à établir un profil de l'entreprise
- Se base sur sa situation patrimoniale (d'où l'importance de la notion d'inventaire)
- Tient compte des atouts et risques susceptibles de modifier cette situation patrimoniale



LEVER LES INCERTITUDES SUR L'ENTREPRISE

Périmètre de la due diligence

- Environnement économique de l'entreprise,
- Les postes comptables
- Les facteurs clés de rentabilité
- Les risques liés à l'environnement;
- Les engagements contractuels, les enjeux fiscaux...

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

FIDAFRICA

Due Diligence juridique

« Approche »

Due Diligence juridique

Cadre

La Due Diligence juridique va faire ressortir les points saillants au niveau :

- Des droits de l'entreprise faisant l'objet de la Due Diligence ;
- De ses obligations.

Due Diligence juridique

Droits de l'entreprise

- **Le patrimoine mobilier et immobilier de l'entreprise**

Situation : en tant que société commerciale soumise au droit commun, la pleine propriété des outils de production doit être clairement avérée (dans le cadre de la détermination du bilan d'ouverture et, à terme de la procédure de désengagement).

Objectifs : déterminer, d'un point de vue légal, le patrimoine propre de la société commerciale.

Mise en œuvre :

- Inventaire théorique des biens mobiliers et immobiliers de la société ;
- Collecte des titres de propriété (factures ou registre des immobilisations pour les biens mobiliers, certificats d'enregistrement à jour pour les biens immobiliers, permis/licences pétroliers et miniers...) ;
- Inventaire des sûretés grevant les biens ;
- Vérification de la validité des titres de propriété en question ;
- Mise à jour éventuelle ;
- Inventaire physique desdits biens et certification de la pleine jouissance de ces biens au profit de la société commerciale.

Due Diligence juridique

Droits de l'entreprise

- **Les revenus de l'entreprise : examen des contrats de vente et de prestations de services**

Pré-requis : tout contrat conclu avec une entreprise publique est maintenu au bénéfice de la société commerciale transformée.

Situation : en tant que société commerciale, le paramètre de l'économie d'un contrat doit être pris en compte pour juger de l'opportunité et du maintien d'un tel contrat avec client/partenaire.

Objectif : Sécuriser/« Maximiser » les revenus de la société par l'examen des contrats conclus engendrant des revenus pour celle-ci, en passant par la décision de ne pas maintenir des contrats jugés non avantageux.

Mise en œuvre :

- Inventaire des principaux contrats conclus par l'entreprise avant transformation (prestations de services, ventes, mise en location d'immeubles/d'équipements) ;
- Définition de l'économie du contrat (prix, qualité du service, mise en concurrence...) ;
- Examen du respect des clauses contractuelles par le client (notamment le paiement du prix) ;
- Analyse des clauses de résiliation anticipée ;
- Détermination des formalités requises pour résiliation anticipées ;
- Détermination du coût financier lié à une telle rupture (lequel devrait être compensé par les revenus additionnels liés à la conclusion de contrats mieux équilibrés).

Due Diligence juridique

Obligations de l'entreprise

- **Examen des contrats conclus avec les prestataires**

Pré-requis : tout contrat conclu avec une entreprise publique est maintenu au bénéfice de la société commerciale transformée.

Situation : en tant que société commerciale, le paramètre de l'économie d'un contrat doit être pris en compte pour juger de l'opportunité et du maintien d'un tel contrat avec un prestataire.

Objectifs : analyser les principaux contrats conclus avec les prestataires (assistance technique, gestion, baux...), définir leur « économie » et évaluer les implications juridico-financières liées à leur éventuelle rupture anticipée.

Mise en oeuvre :

- Inventaire des conventions conclues avec des tiers prestataires ;
- Définition de l'économie du contrat (caractère nécessaire, prix, qualité du service, mise en concurrence...) ;
- Analyse des clauses de résiliation anticipée ;
- Détermination des formalités requises pour résiliation anticipées ;
- Détermination du coût financier lié à une telle rupture.

Due Diligence juridique

Obligations de l'entreprise

- **Volet social : obligations vis-à-vis du personnel**

Pré-requis : les contrats de travail en cours de validité au moment de la transformation demeurent en vigueur (article 16 du décret n°09/11).

Situation : en tant que société commerciale, tout passif social se doit d'être pris en compte, notamment en vue de prise en charge éventuelle par l'État au titre de la reprise des passifs non assurables (article 13 du décret n°09/11).

Objectifs : déterminer précisément le passif social (salaires impayés, pensions, détermination des droits dus en cas de licenciement) ainsi que les modalités de licenciement prévues par les conventions collectives et les contrats de travail.

Mise en œuvre :

- Collecte des informations concernant les salariés (contrats, conventions...) et analyse de leurs dispositions concernant les droits pécuniaires des salariés ;
- Inventaire des sommes dues aux salariés pour le passé (salaires impayés, droits à pension) ;
- Détermination, sur base d'évaluations, du personnel susceptible d'être licencié ;
- Calcul des droits dus audit personnel et présentation de la procédure légale ;
- Estimation globale du coût du volet social en deux tranches : (a) pour la situation passée (à prendre en compte lors du bilan d'ouverture) et, (b) pour une procédure éventuelle de compression du personnel.

Due Diligence juridique

Obligations de l'entreprise

- **Volet fiscal : obligations vis-à-vis des autorités fiscales**

Situation : en tant que société commerciale, le respect des obligations fiscales est une nécessité au risque d'être soumis à des procédures de recouvrement.

Objectif : détermination du passif fiscal susceptible de grever la situation patrimoniale de la société, en vue de prise en charge éventuelle par l'État au titre de la reprise des passifs non assurables (article 13 du décret n°09/11).

Mise en œuvre :

- Détermination du régime fiscal applicable aux entreprises publiques concernées ;
- Analyse des obligations fiscales au titre des 5 dernières années (prescription fiscale) ;
- Détermination du risque/passif fiscal incluant principal, pénalités d'assiette et de recouvrement.

La Direction Générale et la DD

- Inventorier le patrimoine de l'entreprise
- S'assurer de l'existence de la documentation appropriée ou réunir la documentation nécessaire sur les droits et obligations de l'entreprise permettant une Due Diligence juridique

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

FIDAFRICA

Due Diligence financière

« Approche »

Due diligence financière

- Recherche de l'actif net corrigé par:
 - Éliminations de valeurs fictives
 - Réévaluations pour corriger les sous-évaluations ou les surévaluations
 - Reconnaissance éventuelle des éléments hors-bilan ou des charges non enregistrées
- Analyse de la rentabilité
 - Analyse de l'EBITDA
 - Analyse du besoin en fonds de roulement
 - Analyse des investissements
 - Analyse du business plan

Elimination des non-valeurs

- Charges à étaler
- Actifs obsolètes (immobilisations, stocks inutilisables pour l'entreprise et les tiers)



Notion d'actif contrôlable par l'entreprise



Notion de cash-flows futurs attachés à un actif ou à un groupe d'actifs

Réévaluations

- Evaluation technico-économique
(ajustement d'amortissements sur base des coefficients de vétusté technique)
- Juste valeur des actifs/passifs

Reconnaissance des él. de hors-bilan

- Litiges avec les tiers (jugements rendus à titre définitif)...
- Droits conventionnels du personnel (provision pension)
- Litiges avec le fisc (délais de recours dépassé)
- ...

La Direction Générale et la DD

- Traduire les éléments de votre vision stratégique dans un plan d'affaires: cerner les conditions (atouts/ risques, menaces/opportunités) pour la réalisation d'une performance financière
- Inventaire à jour et valorisé des actifs et passifs compte tenu de toutes les circonstances connues
- S'assurer de l'existence de la documentation appropriée ou réunir la documentation nécessaire sur les droits et obligations de l'entreprise

Merci...